

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/576589/article/2024-03-24/restauration-de-la-nature-leurope-sous-la-menace-dun-chantage-permanent>

Restauration de la nature : l'Europe sous la menace d'un chantage permanent

Pascal Canfin, président français de la commission de l'Environnement du Parlement européen, s'inquiète du blocage de la loi sur la restauration de la nature. Et affirme disposer de « beaucoup de signaux » concernant une action en sous-main d'Alexander De Croo contre la loi.

Michel De Muelenaere 24/03/2024

L'adoption définitive de la loi européenne sur la restauration de la nature est bloquée, sans explications, par la Hongrie. Une situation inédite et dangereuse, estime le président de la commission de l'Environnement du Parlement, le député français Pascal Canfin. Qui dit avoir connaissance de « signaux » attestant d'une action discrète du Premier ministre belge Alexander de Croo, pourtant président en exercice du conseil des ministres de l'UE.

La première menace sur les rendements agricoles, donc sur les revenus des agriculteurs comme sur notre souveraineté alimentaire, c'est le changement climatique

La Hongrie bloque l'adoption de la loi sur la restauration de la nature par le conseil des ministres. Aucun pays « abstentionniste » ne semble vouloir bouger et passer à une approbation. Comment expliquez-vous l'attitude hongroise ?

A ce stade, il n'y a pas de majorité qualifiée. Il ne semble pas y avoir de raison expliquant le changement de la Hongrie qui a soutenu ce texte depuis le début, y compris dans une version plus ambitieuse qu'aujourd'hui. Et les députés du Fidesz [parti du Premier ministre Viktor Orban, NDLR] ont voté l'accord final de trilogue au Parlement européen. L'attitude hongroise est donc difficilement compréhensible.

La loi est-elle otage de considérations politiques étrangères au sujet de fond ou continue-t-elle, fondamentalement, à poser un problème majeur à plusieurs Etats, puisque même les abstentionnistes ne veulent pas changer d'avis ?

Certains pays sont hostiles au texte quel que soit son contenu. C'est le cas des Pays-Bas, par exemple. La partie agricole qui a cristallisé beaucoup de débats est devenue totalement optionnelle pour les agriculteurs. Pourtant, certains trouvent que c'est encore trop.

Des rumeurs affirment que le Premier ministre belge Alexander De Croo a pris contact avec plusieurs homologues pour les convaincre de rejeter la loi. L'intéressé nie. Avez-vous des indications que cela s'est effectivement passé ? Venant du pays qui préside le conseil des ministres de l'UE, comment jugez-vous cette attitude ?

Ce sont des rumeurs et je n'ai pas de confirmation formelle mais nous avons en effet au Parlement beaucoup de signaux en ce sens. C'est une pratique très contestable pour une présidence en exercice et j'espère qu'Alexander De Croo a conscience que cela créerait un précédent qui reviendrait à rompre avec une tradition bien établie et nuirait au bon fonctionnement de l'Europe.

La Commission et particulièrement sa présidente sont muettes sur ce dossier. Pourtant la loi est une pièce législative importante du programme de l'actuelle Commission. Von der Leyen a-t-elle aussi décidé de torpiller la loi pour assurer sa réélection ?

La balle est dans le camp du conseil. La commission a pris ses responsabilités en proposant le texte initial puis en soutenant l'accord final de trilogue. Il en est de même pour le Parlement qui a voté le texte final. Le moment où nous sommes ne devrait constituer qu'une formalité puisque les Etats avaient déjà donné leur accord majoritaire sur le texte final. Mais malheureusement le changement inexplicable de la Hongrie change la donne.

Un changement de dernière minute dans la position du conseil des ministres après la conclusion du trilogue est tout à fait inhabituel. Est-ce une menace pour l'équilibre général du fonctionnement et de l'équilibre interinstitutionnel ?

Cette pratique est dangereuse car elle remet en cause la parole donnée que ce soit à la fin du trilogue ou même, comme c'est le cas sur ce dossier, après la validation de l'accord. Compte tenu de la présence croissante de partis d'extrême droite dans les gouvernements et de l'abstention fréquente de l'Allemagne dont la coalition n'arrive plus à se mettre d'accord sur de nombreux textes européens en raison de ses divisions internes, les majorités qualifiées tiennent à un ou deux pays. Résultat : les accords sont de plus en plus fragiles. Cela n'augure rien de bon pour la suite car cela crée les conditions d'une forme de chantage permanent. Personne ne sait pourquoi les Hongrois ont changé d'avis sur ce texte et cela n'a probablement rien à voir avec la restauration de la nature...

Plus globalement, la protection de la nature et de l'environnement se trouve sous un feu nourri des agriculteurs, de groupes de pression industriels, relayés par de nombreux partis politiques et gouvernements ; elle sort perdante des derniers épisodes européens. Est-ce de nature à vous inquiéter pour la prochaine législature, avec une Commission et un Parlement qui pourraient être encore plus conservateurs et « anti-nature » qu'aujourd'hui ?

Le Pacte vert continue d'avancer dans de nombreux secteurs comme l'énergie, l'industrie ou les transports. Mais il est clairement en risque dans le domaine agricole. Il faut changer de méthode et faire en sorte que les réglementations ne concernent pas que les agriculteurs mais toute la chaîne de valeur agroalimentaire. C'est un enjeu clé pour le prochain mandat.

Il faut rappeler que la première menace sur les rendements agricoles, donc sur les revenus des agriculteurs comme sur notre souveraineté alimentaire, c'est le changement climatique. Si la production d'olives a baissé de 50 % en trois ans en Andalousie, c'est parce qu'il n'y pleut plus. Et que fait Vox, le parti ultra-conservateur qui participe au gouvernement avec la droite ? Il organise des processions mariales pour faire tomber la pluie !